

BULLETIN OFFICIEL DES ARMEES



Edition Chronologique

PARTIE PERMANENTE
Administration Centrale

INSTRUCTION /PC/5 N° 16

relative à l'établissement et à la transmission des mémoires de propositions pour l'admission des personnels civils extérieurs dans l'ordre de la Légion d'honneur.

Du 23 février 1951

DIRECTION DES PERSONNELS ; : *Sous-Direction des Personnels civils extérieurs ; Bureau des Techniciens, Agents de maîtrise et Ouvriers.*

INSTRUCTION /PC/5 N° 16 relative à l'établissement et à la transmission des mémoires de propositions pour l'admission des personnels civils extérieurs dans l'ordre de la Légion d'honneur.

Du 23 février 1951

Classement dans l'édition méthodique : BOEM 307.1.1.

Référence de publication : BO/G, p. 315 et erratum du 3 juin 1983 (BOC, p. 2579).

L'article 66 « Personnel civil » de l'instruction du 18 juin 1932 étant abrogé en application du 6^e modificatif du 16 février 1951 (BO/G, p. 309) de ladite instruction, les mémoires de propositions pour *l'admission des personnels civils extérieurs* dans l'ordre de la Légion d'honneur sont établis désormais compte tenu des dispositions suivantes :

I. CONDITIONS D'ANCIENNETÉ.

Les personnels civils des services extérieurs ne peuvent être proposés pour le grade de chevalier de la Légion d'honneur s'ils ne réunissent, au minimum, vingt-cinq annuités de services civils et militaires *dont, en principe, vingt annuités au moins de services civils accomplis dans l'administration de la guerre.*

En ce qui concerne les services militaires (active et réserve) et les majorations diverses (blessures, campagnes, citations) le décompte des annuités doit être fait d'après les règles fixées dans l'instruction du 18 juin 1932 susvisée.

Il est précisé à ce sujet qu'au même titre que les services militaires proprement dits, il y a lieu de faire entrer en ligne de compte les services de résistance homologués et dont la durée se trouve déterminée par un certificat d'appartenance ou une attestation d'agent P-1 ou P-2 délivré respectivement par le commandant d'une région militaire ou le 6^e bureau de la direction du personnel militaire de l'armée de terre.

La durée des services est appréciée au 31 décembre de l'année en cours.

Les services civils pris en compte sont ceux effectués à partir de l'âge de 18 ans.

II. ÉTABLISSEMENT ET TRANSMISSION DE MÉMOIRES DE PROPOSITIONS.

Les mémoires de propositions en vue de la nomination au grade de chevalier de la Légion d'honneur sont établis par le directeur d'établissement ou par le chef de service et ce, à la date du 1^{er} mars de chaque année.

Ces mémoires doivent être conformes au modèle spécial « *MCE* » ci-annexé, qui devra être utilisé également pour l'établissement des propositions qui seraient éventuellement présentées pour le grade d'officier.

Le directeur d'établissement ou le chef de service porte sur chaque mémoire un numéro de préférence par rapport aux autres candidats de l'établissement ou du service.

Le ou les mémoires individuels sont ensuite transmis au directeur régional intéressé ou au général commandant la région lorsque le service ne relève pas d'une direction régionale ⁽¹⁾.

Le directeur régional ou le général commandant la région après comparaison des mérites respectifs des personnels faisant l'objet de propositions, appose sur chaque mémoire, soit un numéro de préférence par rapport aux autres candidats, soit la mention « ajourné ».

Il transmet les mémoires ne portant pas la mention « ajourné » au secrétariat d'Etat (direction centrale intéressée) pour le 1er avril de chaque année.

L'attention est appelée sur le fait que la Légion d'honneur est destinée à récompenser des services *accomplis avec distinction*.

En conséquence, ne doivent être transmises à l'administration centrale que les propositions retenues *après une très rigoureuse sélection*.

Il est, d'autre part, souligné que la Légion d'honneur attribuée au titre de la présente instruction tend à récompenser *des exercices civils* accomplis dans l'administration militaire. En conséquence, c'est essentiellement, compte tenu de la qualité de ces services, que doivent être jugés en l'occurrence les personnels, sans que, bien entendu, les services militaires et les services civils accomplis dans d'autres administrations publiques, soient négligés.

Il est, d'ailleurs, précisé que les services accomplis à partir de l'âge de 20 ans dans le secteur privé ou semi-public peuvent également être pris en considération lorsqu'ils présentent des égalités incontestables de distinction. Le cas échéant, ces services dûment vérifiés et appréciés sont à mentionner sur la page prévue à cet effet dans la mémoire de propositions.

(1) Sauf en ce qui concerne les établissements relevant de la direction des études et fabrications d'armement qui adressent directement à cette direction tous les mémoires individuels.